



Préface

Fernand Harvey

Number 54, 2000

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1012966ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1012966ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (print)

1920-437X (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Harvey, F. (2000). Préface. *Les Cahiers des dix*, (54), 5–7.
<https://doi.org/10.7202/1012966ar>

PRÉFACE

Les Cahiers des Dix ont franchi l'an 2000! Publiés pour la première fois en 1936, les *Cahiers* auront survécu à bien des vicissitudes au cours des années. Le contenu s'est diversifié, de même que les approches méthodologiques et les problématiques. Les membres de la Société des Dix ont ainsi suivi l'évolution de l'historiographie québécoise, tout en conservant une idée fondamentale à l'origine de cette publication annuelle : faire partager à d'autres chercheurs et férus d'histoire les résultats de leurs travaux. Au fil des ans, *Les Cahiers des Dix* se sont avérés une source de référence et d'érudition incontournable sur plusieurs questions. C'est dans le même esprit que les membres de la Société entendent poursuivre la publication de leurs *Cahiers* dans l'avenir en souhaitant rejoindre un public plus large. La nouvelle page couverture du numéro 54 se veut à cet égard un symbole d'ouverture au siècle qui commence.

L'article de Marcel Moussette sur Champlain rend compte des nouvelles approches en archéologie québécoise. Cet apport est particulièrement significatif pour une meilleure connaissance de l'histoire des débuts de la Nouvelle-France. Son analyse s'appuie sur cinq sites : le «mystérieux» tombeau de Champlain, l'établissement temporaire de Sainte-Croix, l'habitation de Port-Royal, les Habitations de Québec et la ferme du Cap Tourmente. Inversant les approches traditionnelles qui présentent l'archéologie comme une source auxiliaire de la documentation écrite traditionnellement privilégiée par les historiens, Marcel Moussette montre tout le potentiel d'interprétation nouvelle qu'il est possible de tirer de ces vestiges matériels, malgré le bilan mitigé des fouilles réalisées jusqu'ici. S'il reste encore beaucoup à faire sur les sites déjà étudiés, «de ces multiples interventions commence à émerger une première image des conditions de vie des premiers habitants de la Nouvelle-France».

Pour sa part, Roger LeMoine revient sur une question qui a beaucoup intéressé les historiens et les érudits au fil des décennies : les origines et le statut de la noblesse canadienne. Son analyse est centrée principalement sur les aspects juridiques de l'anoblissement. La noblesse canadienne s'est formée exclusivement au moyen de lettres d'anoblissement et dans un laps de temps assez court. Contrairement à la situation qui prévalait en France aux XVII^e et XVIII^e siècles, les privilèges de la noblesse canadienne se réduisaient à bien peu de choses; ils étaient essentiellement de nature symbolique comme certaines préséances à l'église et le droit de porter l'épée. Si la noblesse canadienne a pu survivre à la Conquête de 1760 en se ralliant au régime britannique, elle a par contre été fortement ébranlée par l'industrialisation qui s'amorce au milieu du 19^e siècle. Certaines familles se sont maintenues en s'adaptant au nouveaux contexte, mais d'autres se sont éteintes misérablement.

Mgr Joseph-Octave Plessis retient l'attention de Gilles Gallichan car il a «dirigé l'Église canadienne à un moment crucial de son histoire et lui a imprimé sa marque de manière profonde et durable». Le personnage nous est ici révélé par le biais du *Journal* qu'il rédigea à la fin de sa vie, à partir de notes antérieures relatant de son voyage en Europe en 1819-1820. Ce journal constitue à la fois un compte-rendu de la mission qu'il s'était assigné à Londres et à Rome et un témoignage sur les grands événements survenus à l'époque de son voyage, tout en offrant le point de vue d'un observateur nord-américain sur la scène du monde. Ce *Journal* atteste du profond attachement de Mgr Plessis aux valeurs du passé.

Le rôle du clergé dans la vie culturelle du Canada français au milieu du 19^e siècle est étudié par Claude Galarneau sous l'angle de la lecture et des «bons livres». Ce dernier rappelle le contexte qui a précédé la fondation en 1842 de la première bibliothèque paroissiale au Canada français, soit la Bibliothèque paroissiale de Notre-Dame de Québec. Le clergé a voulu orienter à son avantage l'idée de bibliothèque publique en s'inspirant des bibliothèques paroissiales et de l'Œuvre des bons livres de France. La bibliothèque paroissiale de Notre-Dame de Québec sera dès ses débuts sous le contrôle direct du clergé et sa collection de livre fera l'objet d'un contrôle moral strict. Le mouvement des bibliothèques paroissiales s'étend par la suite à Montréal et dans différentes localités du Québec, mais son bilan culturel est plutôt mince. Cette approche contrôlée de la lecture a peu bénéficié aux classes laborieuses à qui elle était destinée.

Le contrôle culturel assuré par le clergé au 19^e siècle se vérifie également dans le cas du théâtre lyrique à Montréal, entre 1840 et 1914. Mireille Barrière rend compte de l'opposition successive des différents évêques de Montréal, Mgr Ignace Bourget, Mgr Édouard-Charles Fabre et Mgr Paul Bruchési à un tel type de spectacle jugé scandaleux pour les bonnes mœurs. Au départ, la condamnation visait toute forme de théâtre lyrique et d'opéra. Sous l'épiscopat de Mgr Bruchési, plus ouvert aux diverses manifestations de l'art, le contrôle se fait plus sélectif, en fonction du choix des œuvres présentées. L'opérette, l'opéra bouffe et le vaudeville à couplets demeureront sous haute surveillance avant 1914.

Pierre Trépanier jette un regard inédit sur le projet d'enquête de l'abbé Lionel Groulx consacré à la jeunesse universitaire canadienne-française, en 1913. Ce projet n'a pu être mené à terme et les archives de Groulx ne contiennent que quatre réponses à son questionnaire. Néanmoins une analyse de ces réponses permettent de se faire une idée partielle des sentiments et des attitudes de la jeunesse universitaire de l'époque. Le manque de maturité intellectuelle des étudiants de l'Université Laval à Québec et à Montréal, leur faible niveau de mobilisation nationale et leur propension aux amusements et aux amourettes ressortent de ces témoignages. Au-delà de cette enquête inachevée, on peut constater la grande pauvreté intellectuelle de l'institution universitaire canadienne-française de l'époque.

Jean Simard clos ce numéro en relevant deux cas de dissidence religieuse au sein du milieu rural canadien français à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle. Il s'agit de petites communautés rurales franco-protestantes nées d'une querelle entre un groupe de catholiques et leur évêque concernant la localisation de la future église paroissiale; soit Saint-Damase-de-l'Islet sur la Côte-du-Sud, et Girardville au Lac-Saint-Jean. De tels désaccords autour de la localisation d'une église montrent à quel point le facteur religieux a pu être décisif dans l'aménagement du territoire avant la Révolution tranquille. Par ailleurs, la présence de ces communautés franco-protestantes isolées au sein d'un environnement franco-catholique hostile rend compte des difficultés de pratiquer le pluralisme religieux en milieu rural, lorsqu'il n'était pas favorisé par la barrière linguistique de l'anglais.

Fernand Harvey
Secrétaire de la Société des Dix